

Yves Lacoste, Marc Lohez
9 novembre 1999

Dix ans, jour pour jour, après le mur de Berlin

Le fondateur de la revue *Hérodote* et le géographe des nationalités nous aide à décrypter les grandes tendances de la géopolitique. Un grand rendez-vous avec un grand géographe.

Un an après son premier passage au Flower's, Yves Lacoste nous a de nouveau offert un grand moment de géographie. Il avait été invité au café géographique pour évoquer les suites géopolitiques de la chute du mur de Berlin. Mais le fondateur de la revue *Hérodote* ne s'est pas contenté de passer en revue les points chauds apparus depuis dix ans : dans son exposé comme dans ses réponses aux questions et aux débats, il a tenu à faire passer un message et un cri d'alarme.

Le droit d'ingérence, brandi par de séduisants et médiatiques intellectuels, qui le manient sans risques personnels, peut se révéler destructeur pour l'avenir car son utilisation tend à devenir systématique ; le rôle du géographe est de convaincre ces inévitables grands-prêtres de la philosophie politique que les situations géopolitiques sont moins simples qu'ils veulent bien le dire et que leurs nobles principes moraux appliqués brutalement peuvent conduire à la catastrophe. Le spécialiste en géopolitique doit enfin aider les politiques à prévenir les situations plutôt que d'intervenir après coup, entraînant des suites parfois incalculables.

Autre instant étonnant, lors des débats, l'évocation des nationalismes régionaux dans l'Europe communautaire a donné lieu à la défense d'un principe de nation rénové ; quelques accents jacobins ont même été entendus, ce qui devient rare dans ces temps où la République Une et Indivisible est souvent reléguée au rayon des vieilles lunes, ou récupérée par quelques discours politiques archaïsants.

Une conséquence de la disparition du bloc soviétique : les interventions dans les Balkans

Yves Lacoste débute son exposé en remettant la chute du mur à sa place : cet événement possède une forte charge symbolique, mais il n'est qu'une étape, dans un processus lancé en 1985 avec la perestroïka et qui s'achève en 1991 avec la disparition de l'URSS dont le drapeau est remplacé par le drapeau russe sur le toit du Kremlin au soir du 25 décembre.

Sans cette disparition, il n'y aurait eu ni Guerre du Golfe, ni intervention en Bosnie et au Kosovo. Dans ces deux derniers cas, les forces de l'OTAN se sont engagées alors qu'il n'y avait pas d'enjeu stratégique ; le but était "moral" et "humanitaire" car les gouvernements ont été poussés par leurs opinions publiques ; elles-mêmes, réticentes au départ, se sont laissées convaincre par de brillants intellectuels, philosophes politiques pour la plupart (BHL et autres). Sans ces mouvements d'opinion, la purification ethnique aurait pu aller à son terme.

Droit d'ingérence et rôle des philosophes médiatiques : les risques de dérapage

Ce phénomène s'accompagne d'un fort développement de la philosophie politique. Ce sont ses tenants qui ont cristallisé et organisé cette mobilisation de l'opinion ; ils monopolisent les débats et écartent toute objection, pratiquant un véritable "terrorisme intellectuel". Les

géographes tentent de leur dire que les choses sont compliquées ; mais les philosophes refusent cette complexité et surtout rejettent les cartes.

Lors du débat à l'assemblée sur la Bosnie au début du conflit, les députés n'avaient pas voulu considérer l'étrange frontière bosniaque, qui s'approche à quelques kilomètres du littoral sans jamais offrir de débouché maritime. Yves Lacoste avait alors entendu : "mais la Suisse non plus n'a pas de débouché sur la mer".....

Le danger de ces interventions déclenchées pour des raisons morales, c'est qu'elles donnent des idées à d'autres peuples : l'affaire de Bosnie a sans doute stimulé l'action militaire de l'UCK. On peut se demander si la Transylvanie ne va pas suivre le même chemin. En tout cas, les Tatars de la Volga sont en train de démarrer le même processus. il faut surveiller les affaires du Tatarstan.

Noël Mamère a récemment déclaré que le droit d'ingérence pouvait s'appliquer à la Tchétchénie (de même MM. Glucksman et BHL). Certes, il serait fâcheux pour les tchétchènes de ne rien faire ; mais l'intervention au nom du droit d'ingérence pourrait conduire à une réaction nationale et nationaliste de la Russie qui ne restera pas éternellement dans son état de putréfaction actuel. Plus tard, Yves Lacoste montre les possibilités de contagion aux pays Baltes, notamment en Lettonie où les russes représentent une forte minorité ; que se passera-t-il si les choses tournent mal alors que ces pays seront rentrés dans l'Union Européenne ?

L'analyse de la situation géographique devient une tâche nécessaire : il faut attirer l'attention sur les limites territoriales : R. Badinter a avoué à Yves Lacoste que sa commission n'avait pas tenu compte des limites territoriales avant de conseiller la reconnaissance des indépendances (1991). mais Yves Lacoste rappelle la responsabilité des serbes à l'époque : ils n'ont pas posé le problème des frontières car ils pensaient gagner par la force. Il suggère alors que la situation aurait pu être réglée à ce moment avec des discussions sur des frontières et des déplacements de populations civilisés ("pourquoi en effet veut-on à toute force faire vivre les gens ensemble comme ce pauvre Kouchner au Kosovo")

Le rôle de la géopolitique

La géopolitique étudie le discours que les protagonistes tiennent sur un territoire ; chacun se réfère à ses représentations, où le poids des sentiments est important. or, le souci des droits de l'homme est de plus en plus lourd face à ces discours et ces raisons. Mais on utilise de plus en plus souvent le mot génocide, ce qui en affaiblit le sens : au Kosovo ; Bernard Kouchner avance le chiffre de 15000 morts, ce qui est épouvantable, mais ce n'est pas un génocide.

Débats

Philosophie et géopolitique

Un professeur de philosophie en retraite montre le conflit entre le discours du philosophe médiatique et celui de la géopolitique. Les philosophes offrent une morale portative, des principes ("tu ne tueras point, non à la purification ethnique...") qui se veulent simples et incontestables ; la géopolitique, elle, étudie la richesse infinie de la réalité. Il s'agit donc d'une opposition entre la réalité et les principes ; mais doit-on ne pas intervenir parce qu'il serait dangereux d'intervenir ? la géographie qui tient compte des réalités doit aussi tenir compte des

principes qui font partie de la réalité ; la philosophie fait partie des réalités de la géopolitique. Ainsi le droit d'ingérence constitue-t-il un début de désagrégation du principe de souveraineté.

Yves Lacoste évoque en réponse un précédent ancien et fâcheux du droit d'ingérence : dans les années 1820, le ministre Chateaubriand envoya les troupes françaises écraser les libéraux en Espagne pour y rétablir la monarchie absolue. abandonner le droit de souveraineté, cela peut permettre d'éliminer tout mouvement non "politiquement correct". Il faut prévoir les crises géopolitiques plutôt que de se demander s'il faut intervenir après coup.

Nationalismes régionaux en Europe

Le débat change alors de direction pour se rapprocher de nous, un intervenant demandant à Yves Lacoste d'évoquer les possibilités de séparatisme en Europe. C'est en fait B. Giblin qui répond ; elle a en effet dirigé les travaux du prochain numéro d'Hérodote "nationalismes régionaux en Europe" : le droit à la nation est de plus en plus revendiqué quand on pense que l'Etat n'est plus nécessaire. Mais alors, de quelle citoyenneté s'agit-il ? il faut faire attention à la force de certaines représentations régionalistes contre la centralité.

J. M. Pinet montre alors que la chute du mur n'a pas seulement provoqué des convulsions en Europe de l'est : cela a des conséquences partout : chez nous, dans les Amériques. Mais pour Y. Lacoste, il est difficile de faire un bilan globale à heure actuelle.

L'idée de nation est liée à une situation géopolitique donnée

Gilles Fumey revient enfin sur la question de la Nation : Peut-on créer un nouveau type d'état ?

Pour Yves Lacoste, nous allons vers des idées nouvelles de la nation ; l'Union Européenne est une création absolument nouvelle. L'idée, le problème de la nation va se poser de plus en plus. Mais il est impossible de proposer un nouveau modèle (sous-entendu : universel) car l'idée de nation est toujours liée à une situation géopolitique donnée. le fondateur d'Hérodote rappelle les cas de l'Allemagne et de la France au siècle dernier : en Allemagne, le droit du sang est tardif (fin 19ème siècle), il s'est imposé lorsqu'on s'est rendu compte que l'identification de la nation par la langue allait inclure les juifs askhénases. En France, le service militaire a été imposé à tous ceux qui étaient nés sur le sol français, car la France risquait de manquer de soldats face à l'Allemagne à la plus forte natalité. Aujourd'hui, pour la France, il faut une solution simple et irrécusable (Yves Lacoste a proposé : en France, sont français tous ceux qui parlent le français).

Compte-rendu : Marc Lohez